

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

57^e Année. — Nouvelle Série. — N° 342
JEUDI 8 JANVIER 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front International Révolutionnaire

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

TRUMAN sera-t-il l'assassin de Ethel et Julius Rosenberg ?

Pour une F.A. sérieuse et cohérente

VOULOIR intervenir dans le cours des événements, vouloir se manifester par une propagande sérieuse et cohérente, vouloir être avec la classe ouvrière, tout cela impose à une organisation un certain nombre de nécessités. Il ne s'agit pas de s'en tirer aisément en prétendant à l'organisation; encore faut-il savoir quelle forme d'organisation il faut choisir.

Si l'organisation, sous prétexte de liberté mal conçue, devait permettre simplement aux militants de se rencontrer, de confronter leurs expériences, puis de travailler chacun à leur compte, selon leurs propres méthodes, ou leurs fantaisies, en défendant des idées et des programmes divergents, l'organisation ne serait qu'un vain mot. Il est donc nécessaire que l'organisation signifie d'abord une théorie commune, un programme commun, et ensuite une certaine unité de tactique, c'est-à-dire une entente qui n'exclut pas la souplesse mais qui crée un maximum de cohérence.

On a dit et redit — et Malatesta l'a fait si clairement que nous ne pourrions que le répéter — les méfaits de la désorganisation (entraînant pratiquement la dictature de quelques-uns sur tel ou tel secteur d'un mouvement, tel ou tel journal, conduisant donc à la féodalisation d'un mouvement) et les avantages de l'organisation. Mais ce qui est presque toujours resté dans l'ombre, c'est la façon dont une organisation réelle et efficace peut exister.

Un ensemble de règles organisatives (statuts) est sans doute nécessaire mais n'est pas suffisant, car la cohérence et le sérieux ne peuvent sortir du seul jeu des formes organisationnelles. Ces formes organisationnelles — les Congrès par exemple — ne peuvent aboutir réellement à des positions sérieuses que si préalablement il y a eu étude, réflexion, discussion.

Nous opposons donc à la semi-organisation ou à l'organisation rigide, mais qui ne fait que répéter de vieilles formules, l'organisation stricte mais où la pensée est vivante, où l'étude accompagne l'action, à la fois la précédant et en tirant des leçons.

« Stricte », venons-nous de dire. Que peut devenir la liberté là-dedans ? diront certains plus attachés aux mots qu'aux contenus ? Eh bien, c'est justement dans une organisation qui contrôle ses responsables, où chacun est tenu de remplir les engagements qu'il a pris librement, que tout militant, se déterminant librement, participe à la gestion, à la discussion, et peut être assuré de ne pas voir son opinion ou ses actes réduits à néant par le laisser-aller ou les mauvais vouloir d'un autre.

La Fédération Anarchiste, en se fixant pour l'année qui s'ouvre cette tâche de vivre et de renforcer à la fois son organisation, entend donner toute l'importance à deux organismes internes : la Commission d'Etudes et la Commission Ouvrière, chargées comme nous l'avons déjà annoncé, de préparer, d'élaborer la première la stratégie, la seconde la tactique du mouvement. C'est sur la base des travaux de

ces organismes que peut s'édifier une œuvre solide et que l'organisation, ses militants, pourront choisir et se déterminer.

On voit par là que la discipline, le sérieux, tels que nous les comprenons — et qui ne sont rien d'autres que le respect des engagements pris et le fait de savoir clairement ce que nous voulons — bien loin de limiter la liberté des militants lui apporte des garanties, des possibilités de jouer sur des problèmes de fond et non sur des apparences.

Finis les vacillations, les contradictions, les incohérences, les fantaisies, les discussions stériles, le goût de l'original ou de l'unique à tout prix, le jeu des chapelles, que l'on a souvent confondu avec l'exercice de la liberté, et que l'on a eu trop souvent raison de reprocher au mouvement anarchiste.

La Fédération Anarchiste ne rassemble pas — heureusement — tous ceux qui se disent plus ou moins justement anarchistes. Elle est l'organisation de ceux qui, luttant pour le Communisme Libéraire, sont capables de travailler avec sérieux et enthousiasme à une tâche collective.

LIB

HIROSHIMA ET NAGASAKI

Villes hantées par la barbarie des Nations "LIBRES"

Ly aura bientôt huit ans, la ville d'Hiroshima était atomisée. Plus de 200.000 personnes tuées par une seule bombe, l'ère atomique venait de commencer. Puis ce fut le tour de Nagasaki, avec une semblable hécatombe et le gouvernement d'Hiro-Hito capitula. Dans le monde entier, les démocrates se frottaient les mains, les quelque 400.000 pauvres bougres de Japonais massacrés l'avaient été pour un motif humanitaire, parce que s'il avait fallu débarquer là-bas... Et le monde "libre" a la conscience tranquillisée, retourna à ses petites affaires.

Il faut donc croire que les survivants du massacre sont bien ingrats, qu'ils n'ont pas compris pour quel motif diévil leurs femmes, leurs gosses, leurs parents ont été brûlés vifs puisque de ce même Japon nous arrive un document où, pour la première fois, depuis 1945, sont publiées des photos constituant un véritable écrasement contre ceux qui osèrent se servir de l'énergie atomique de la manière que l'on sait. En effet, nos camarades de la Fédération anarchiste japonaise nous font parvenir, à titre d'information, une revue paraissant dans leur pays « Asahi » dont le numéro d'août 1952 fut spécialement consacré à la tragédie d'Hiroshima et Nagasaki.

Cette revue, pas spécialement révolutionnaire, a dû nous le mérite de présenter de bouleversantes images et de plus elle joint à son numéro un prospectus rédigé en esperanto donnant toutes les explications, avec un plan dessiné de chaque page, relatives aux légendes des photographies. Il nous paraît utile de citer un large extrait de la présentation du numéro spécial d'« Asahi » :

« On parle souvent de la terreur de la bombe atomique, mais la réalité de cette terreur diabolique fut cachée pendant un assez long moment. L'armée américaine d'occupation interdit de publier les photos de cette terreur » et la rédaction de la revue écrit : « Après avoir ouvert ce numéro spécial, beaucoup

ORADOUR : Crime nazi HIROSHIMA : Crime démocratique

A Bordeaux, la guerre ne sera pas condamnée et pour cause...

... Bourreaux et Juges devraient être au banc des accusés

ORADOUR, depuis huit ans les homélies ne tarissent plus sur le plus célèbre des crimes de guerre, accusant à grands cris la sauvagerie des SS, la barbarie allemande. Et puis quelles exclamations indignées quand ces sacrés allemands avaient le front d'invoquer des prétextes pour excuser, pour expliquer, pour disculper... Non ! pas de pitié, répliquaient nos fiers dirigeants, au Tribunal et en ville...

Enfin, après huit ans d'attente les coupables allaient

Alors, nous, nous voudrions savoir en quoi leur sort diffère ?

Est-ce que de l'autre côté du Rhin on a demandé à tous les Allemands leur avis pour les enrôler, les obliger eux aussi à endosser l'UNIFORME DE L'EST ? — détesté comme tout uniforme peut l'être, détesté par les ouvriers allemands autant que nous des testons la livrée kaki ou bleu horizon ?

Est-ce que tous les conscrits des deux côtés du Rhin ne le furent pas, MALGRE EUX ?

Y avait-il, au-delà de la rivière unique-ment des hitlériens ravis de mourir

pour le Reich et en deçà rien que des antifascistes contraints et forcés de servir une Europe qu'ils abhorraient ?

Non. Assez d'images d'Epinal. Le sort des Alsaciens est similaire de celui de tous les autres incorporés sous le régime nazi comme sous un autre.

« Tu es de ce village. Moi, gouverneur, incarnation de la Patrie, je déclare que ce village me revient, et toi avec, et que donc tu dois servir la Patrie et mourir pour elle. Allez, ouste ! Pas de discussion, ou c'est le tribunal militaire. »

Tel est le langage que l'on tient ici

Là ! Rien ne va plus, on s'aperçoit que la plupart d'entre eux sont Français. Ça ne compte pas ! Il y a maldonne protestent alors les partis politiques français. Et ceux-ci veulent vous faire croire que les crimes commis par un Allemand comptent moins quand celui-ci redevient français, donc électeur.

Et de vous expliquer que les 14 Alsaciens en question avaient été enrôlés « MALGRE EUX », qu'ils avaient été obligés d'endosser « L'UNIFORME DETESTE », qu'ils n'avaient pu se dérober, en un mot qu'ils méritaient un sort à part, à part des vrais Allemands.

Car enfin ici le problème est plus sérieux. A Oradour ce n'était pas les anonymes pezevagues de la Wehrmacht qui opéraient mais les SS, corps d'élite. Et nous voudrions savoir, une fois pour toutes s'il fallait oui ou non pour entrer à la SS, faire preuve de dispositions particulières, témoigner un zèle spécial vis-à-vis du régime hitlérien pour compter parmi ses plus purs serviteurs et profiteurs (1).

Alors il serait facile de voir si les quatre-vingt Alsaciens se trouvaient à Oradour poussés par le hasard ou par leur dévouement à Hitler.

Et puis, maintenant qu'est remise sur le tapis la fameuse question de la responsabilité collective, nous voudrions savoir quels moyens les juges militaires préconisent aux soldats passés et à venir d'employer pour ne pas participer à un acte de guerre criminel ? Nous voudrions connaître la méthode pour s'en servir.

Quand les chefs vous commandent de fusiller des hommes, des femmes, des enfants, de brûler Oradour, qu'est-ce qu'il faut faire ? Refuser d'obéir ? Déposer les armes ?

(Suite page 2, col. 3.)

CHRISTIAN.

Les dirigeants américains en délire LA GUERRE NE VIENT PAS ASSEZ VITE !

Le gouvernement américain vient, par la bouche officielle de son directeur des services de la mobilisation économique, d'avouer implicitement son incapacité flagrante d'utiliser normalement pacifiquement, son extraordinaire potentiel de production.

Le plan de mobilisation industrielle présenté dans le rapport du spécialiste Henry Fowler est une des plus claires et plus péremptoires démonstrations du désarroi dans lequel se trouvent les tenants capitalistes.

Henry Fowler commence par nous dire :

« Le plan en question est destiné non seulement à prévoir la mobilisation totale de l'activité industrielle en temps de guerre, mais également à assurer en temps de paix l'établissement des moyens de production nécessaires au temps de guerre. »

Ce qui signifie en d'autres termes que l'économie américaine lancée dans une production qu'elle ne peut pas plus en arrêter la progression qu'elle ne peut en écarter les produits, n'a plus même le temps d'attendre le prétexte favorable au déclenchement d'une guerre dont elle attend son « salut ». Dès maintenant, elle se voit contrainte de mobiliser chaque jour davantage ses moyens de production à la fabrication des armements.

D'autre part, Henry Fowler exprime l'opinion que le meilleur moyen d'améliorer et de renforcer l'effort de production militaire dans les pays membres de l'O.T.A.N. est de transformer l'aide militaire directe fournie par les Etats-Unis en une intensification des commandes « off shore », de façon à financer la production européenne d'armement.

Le gouvernement américain sait très bien que les gouvernements des pays capitalistes européens souffrent du même mal que lui. Il sait qu'aussi incapable que lui de résoudre les problèmes aujourd'hui posés par l'évolution du système capitaliste, ils sont par contre plus enclins à l'abandon de ce système. On comprend dès lors les raisons vitales qui poussent ces partisans de la « libre entreprise » à aider les régimes semblables.

Le principe essentiel, toujours selon M. Fowler, est que « l'Union Soviétique est en train d'accroître rapidement son potentiel militaire, qu'elle continue, à s'en tenir aveuglément au dogme que le communisme doit mener le monde

entier et qu'elle est en droit de se livrer à l'agression directe pour atteindre les buts qu'elle vise. »

Prétexte dont on sent très bien l'exagération, surtout lorsqu'on entend par ailleurs M. Lovette, secrétaire américain à la Défense, affirmer dans son rapport semestriel :

« En deux ans de mobilisation partielle, les Etats-Unis ont porté leur potentiel militaire à un niveau qui devrait faire réfléchir l'agresseur le plus téméraire. »

Disproportion flagrante entre le danger réel de l'impérialisme stalinien et la mobilisation américaine déjà engagée.

Mauvais prétextes et disproportions toujours ces mesures incluses dans le quatrième point du plan de mobilisation industrielle de l'Amérique et qui ne peut mieux stigmatiser l'incohérence d'un système.

« En fait, poursuit M. Fowler dans ce document, nous proposons la construction d'usines dont nous n'avons nul besoin aujourd'hui et dont nous pourrions n'avoir jamais besoin. »

Comme nous le disions plus haut, les raisons de ces absurdités sont infiniment plus d'ordre économique et social que d'ordre purement stratégique. Il s'agit avant tout pour les tenants du régime capitaliste de maintenir coûte que coûte le système en vigueur.

Trop empiétrés dans leurs principes, incapables, pour le moment du moins, de modifier leur système d'exploitation de l'homme, comme l'ont fait ceux de l'actuelle classe dirigeante de l'U.R.S.S., les profiteurs capitalistes pensant survivre, privent les travailleurs, non seulement d'immenses richesses, mais poussent irrémédiablement vers la misère, la destruction et la mort tous ceux qui, n'entendant pas l'appel des révolutionnaires, s'abandonnent aux courants de ces fauteurs de guerre.

L. BLANCHARD.

AMIS, FIDÈLES LECTEURS : Abonnez-vous !

La réaction se renforce. La voix du LIBERTAIRE, seule aujourd'hui à clamer la vérité, à combattre pour la justice et la liberté, est bien faible.

Nous ne venons pas vous demander de nouveaux sacrifices, car nous connaissons la situation difficile de tous. Nous vous demandons seulement de continuer votre effort pour la souscription et nous vous demandons aussi de vous abonner.

Vous le savez bien, amis lecteurs et camarades : le « Libéraire » est le seul journal aujourd'hui qui défende les idées qui nous sont chères. Mêmes'il ne correspond pas toujours exactement à votre point de vue personnel, même si ses défauts ne se corrigent pas assez vite à votre gré, c'est tout de même le Lib., votre Lib. de toujours.

Vous avez un moyen de l'aider puissamment, un moyen qui ne vous coûtera rien : c'est de vous abonner ! Car, en vous abonnant, vous ferez rentrer dans la caisse du Lib. le prix intégral du journal, vous éviterez à l'administration tous les frais qu'impose la vente au numéro.

Savez-vous que 1.000 abonnés de plus assureraient définitivement l'existence du « Lib » ? D'autre part, afin de rationaliser sa distribution, le Lib. va revoir ses listes de distribution : la répartition dans les kiosques sera donc modifiée : suppression des très petits dépôts au bénéfice des plus importants. Vous n'êtes donc plus certains de trouver votre « Libéraire » chez votre marchand habituel après le 15 janvier... donc, une solution : abonnez-vous !

6 mois : 500 francs — 1 an : 1.000 francs

Abonnez-vous. Abonnez-vous amis, abonnez un lecteur possible... et vous aiderez le Libéraire à tenir, à poursuivre son combat, à s'améliorer, à être le seul journal révolutionnaire digne de ses tâches.

Veuillez remplir la formule d'abonnement incluse page 4.

LE COMITE NATIONAL.

Bilan convaincant de l'expérience Pinay

**La dette publique
a augmenté de 467 milliards
de janvier
à novembre 1952**

| DETTE INTERIEURE | |
|------------------------------|-----------------|
| 1 ^{er} janvier 1952 | 31 octobre 1952 |
| 3.032.228 | 3.459.113 |
| DETTE EXTERIEURE | |
| 1.254.440 | 1.294.790 |
| 4.286.668 | 4.753.903 |

467.235 : augmentation (en millions).

Tout commentaire serait superflu !



RÉFLEXES DU PASSANT

Le patrimoine

en achetant un secrétaire Louis XV pour la bagatelle de 4.040.000 (frais et taxes en sus) m'émeut profondément.

Car il faut bien que les charges soient partagées ainsi qu'il est de règle en toute démocratie qui se respecte. Moi, indirectement (on m'évite les traces d'expertise) je paie le secrétaire grâce à certaines retenues (également secrètes) sur mon salaire qui de ce fait marque une généreuse tendance à l'amalgrissement progressif, tendance que j'éprouve moi-même à cause d'un phénomène de mimétisme que je ne comprends pas. Mais tout cela n'est rien à côté de la fierté que j'éprouve en songeant que grâce à moi une pièce du patrimoine national vient d'être arrachée des mains de quelque antiquaire hasardeusement intéressé.

Avec mon patron — un brave homme, je vous assure — nous avons fait la belle action hautement patriotique. Dorénavant le secrétaire Louis XV est sous bonne garde. Hélas ! l'avoir chez moi est impossible à cause de l'exiguïté de la souperie qui me tient lieu de logement. Mais mon patron, ne reculant devant aucun sacrifice, l'a installé dans le boudoir de sa maîtresse. De plus, il prend à sa charge les frais d'encastrement et d'entretiens divers.

Ainsi, grâce à la conjonction bénéfique capital-travail le patrimoine français vient de s'enrichir d'une pièce rare à laquelle je songe avec orgueil. Je dresse surtout depuis le jour où ce qui me servait de chaise s'est effondré sous le poids des ans. Mais qu'importe ! La République est belle qui fait de moi en quelque sorte un mécène !

OLIVE.

En guise de réponse à M. Vincent Auriol Colonialistes, Exploiteurs et Assassins Telle est l'œuvre des Français aux Colonies

PUISQU'IL nous est encore permis d'exprimer, certes, nos pensées, bien librement, profitons de cette liberté qui nous est accordée pour rectifier les anomalies énoncées par M. Vincent Auriol, socialiste et président de la République lors de la visite qu'il fit à M. Albert Sarraut, président de l'Assemblée de l'Union française, cette dernière siégeant à Versailles.

M. Vincent Auriol, ce 1^{er} janvier 1953, rendait en cet après-midi la visite que lui fit M. Albert Sarraut le matin même.

Et tout naturellement M. Vincent Auriol y alla de sa petite allocution sur l'Union française. Notons en passant que que toute la presse en général fit largement état de cette allocution et des vœux du président à l'armée — signe des temps.

Après avoir serré la main des notables des T.O.E. et en particulier de la princesse du Cambodge, Mme Yuktantor et de Mme Félix Eboudé, du Sénégal, M. Vincent Auriol, qui ne sera pas la main aux ouvriers coloniaux, dans une colère sournoise s'éleva contre tous ceux — dont nous faisons partie bien volontairement — qui accusent la France de colonialisme et puis il ajouta cette phrase que nous reproduisons in-extenso ci-dessous :

« Colonialisme ? Hommes de toutes races, de toutes couleurs, de toutes religions siégeant côte à côte à l'Assemblée nationale, au Conseil de la République, ici à l'Assemblée de l'Union française, au milieu de notre histoire sans oublier leur histoire.

Nous pensons qu'une confusion de votre part est regrettable et qu'il n'est pas permis, suivant votre personnalité, d'omettre certaines vérités.

Permettez à un citoyen de ce coin de la terre d'ignorer et de ne trouver aucune valeur à ce mot « France ». Nous considérons ce mot comme une entité dénuée de tout sens. Lorsque vous, socialistes, nous prononcez ce mot « France », nous répondons : capitalisme, bourgeoisie, exploitation, guerre, colonialisme.

Et puis se poursuit votre allocution, plus l'erreur devient grande. Vous n'êtes pas sans ignorer les modalités des élections dans les T.O.E. (1) avec la méthode des deux collèges.

Les représentants des T.O.E. au sein des Assemblées françaises ne sont pas des députés des populations coloniales, mais des colons français et de quelques centaines d'électeurs de couleur qui l'on remet un bulletin de vote tout prêt.

Serait-il nécessaire de vous rappeler

le scandale de Dakar et du gouverneur Béchard, haut protégé de votre parti socialiste ?

Serait-il opportun de vous rappeler l'arrestation de cinq députés malgaches et leur condamnation à mort commuée plus tard en travaux forcés et en résidence sur le territoire de la liberté (sic), de la grandeur (sic), celui que vous désignez sous le nom de « France » ?

Serait-il inconvenant de vous rappeler l'assassinat de 80.000 malgaches par ce corps d'armée mercenaire, sous les ordres du général Garbay, le même qui sévit actuellement en Tunisie et qui n'hésite plus à faire couler le sang des Tunisiens sur le sable chaud de Tazerka ?

Oubliez-vous que 26.000 Algériens ont été assassinés à Sétif en 1946 ? Nous arrêtons ici nos références, mais nous vous engageons en ces soirées d'hiver de relire dans cette revue qu'est le « Crapouillot » l'épave sanglant de votre France sur les expéditions coloniales. Elle vous renseignera mieux que nous n'avons pu le faire et surtout plus amplement.

Vous soutiendrez-vous alors de votre jeunesse ? Vous remémorerez-vous le temps où ardent défenseur du droit de socialisme, c'est-à-dire libéralisme, vous n'hésitez pas, comme avocat, à défendre les ouvriers gantiers de Millau emprisonnés pour faits de grève par la France des exploiters, des colonialistes, des assassins.

Aujourd'hui, ce n'est plus hier... Le pouvoir... les honneurs... sont passés par là.

René GERARD.

(1) Territoire d'Outre-Mer.

Le Gouvernement prépare la guerre

Si chacun parle de paix, de tous côtés on prépare la guerre. Bombardiers, bombes, tanks, propagande meurtrière, arrêtés gouvernementaux ça et là.

L'un des derniers en date traite de la réquisition des postes récepteurs de T.S.F. dont disposent certains automobilistes.

Cette réquisition aura lieu lors de la mobilisation générale.

Les postes « fixes » seront provisoirement laissés à leurs propriétaires, mais pourront être également réquisitionnés si le besoin s'en fait sentir. Par cet arrêté sournais, nous touchons du doigt le péril qui nous menace.

En effet, cette mesure n'est qu'une pierre de l'édifice monstrueux qui est la préparation d'une guerre par les gouvernements.

Nos dirigeants savent qu'aujourd'hui moins que jamais personne n'est prêt à aller faire tuer pour la Patrie. Cependant, demain peut-être, les murs fleuriront d'affiches tricolores. On arrêtera les « meneurs », les « terroristes », les « provocateurs », les « suspects » (doux surnoms que nous connaissons bien), tous ceux enfin dont le gouvernement craindra les réactions.

C'est si facile : atteinte à la sûreté de l'Etat (argument valable pour nous !)

La presse sera censurée. Le Libéraire sera clandestin.

Et, jour après jour, on nous inventera quelque sombre légende, teintée de bleu, blanc, rouge, aux accents de la « Marseillaise ».

La police aidant, les bataillons se formeront.

Le gouvernement du vichyste Pinay, qui publia récemment cet arrêté, profite de l'expérience nazie lors de l'occupation.

Il sait le mal (!) que peut faire la propagande étrangère.

Il croit supprimer la voix de la vérité en supprimant la presse et la radio d'opposition.

Cependant, si grossier que cela nous puisse paraître, le danger est très grand.

Il sera trop tard pour s'organiser à ce moment.

La peur du gendarme et quelques exemples décideront tous les incriminés, ceux qui se laissent encore apâter par les défilés patriotiques et les discours sanglants.

C'est donc dès aujourd'hui qu'il faut organiser les masses ouvrières, futures victimes du prochain massacre.

C'est dès aujourd'hui qu'il faut préparer l'insurrection qui répondra à l'ordre de mobilisation générale.

C'est dès aujourd'hui que nous devons mener le combat révolutionnaire, seul remède valable contre la menace de guerre.

C'est aujourd'hui plus encore qu'hier que la F.A.O. doit animer et accentuer le climat de guerre sociale jusqu'à la Révolution, seul gage de la paix sociale de demain.

VILLON.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

« Il y a peu de choses à attendre des instituteurs en général et du syndicat national en particulier dans la lutte à mener contre le cléricisme et l'Etat. Cela n'est pas pour me satisfaire, mais je pense qu'il est dangereux de se leurrer sur la valeur des forces avant le combat. »

Ainsi se termine la lettre d'un correspondant enseignant qui répond à nos derniers articles.

Nous espérons pourtant encore une action vigoureuse des instituteurs contre les projets de Guy Petit et André Marie (1). Toutefois avant l'action, il est bon de voir quelles sont nos forces, quelles sont nos chances. Il est bon de voir avec quel état d'esprit le S.N.I. et les instituteurs en général abordent cette question.

Les responsables du SNI

Il est certain que ces responsables payés par l'Etat, délégués dans la fonction de syndicalistes bureaucrates, ne peuvent pas grand-chose.

Il est certain, comme l'écrit notre correspondant du Doubs, « que l'Ecole libératrice » n'est que plati-

Mesurons nos forces

tude, qu'on y trouve que des protestations platoniques, des informations tronquées (voir le dernier numéro de « L'Ecole émancipée »). Voici toute l'activité des responsables du S.N.I.

Toutes les prises de position du bureau du S.N.I. sur les problèmes politiques, sociaux ou économiques sont « platoniques » et finalement n'engagent à rien. Position anticléricisme, position mi-rasins, position antitaxiste inexistante... et pour cause ! Position anticléricisme toute verbale.

L'Ecole libératrice chante victoire à propos de la grève du 9 novembre. Si cette grève, en soit, fut une victoire (go o/o environ des instituteurs la firent) elle fut finalement une défaite puisqu'elle ne fit pas varier d'un poil les décisions du gouvernement et la loi Baragat fut appliquée immédiatement après... Mieux, récemment on étendit le bénéfice des bourses à l'enseignement supérieur privé, et ce nouveau coup porté à l'enseignement « sans Dieu » se fit sans grande protestation du S.N.I.

Il est probable que les gens du bureau national de notre syndicat envisagent un nouveau 9 novembre pour protester contre le projet Petit. Nous

avons déjà dit et nous répétons que cette action est très insuffisante. Les sections doivent connaître leur désir d'action, les responsables seront bien obligés de suivre : c'est leur rôle.

S'ils ne parlent pas souvent, ils existent tout de même et il faut compter avec eux. Dans notre corporation, on peut remarquer une certaine désaffection des anciens et des jeunes à l'égard de la vie politique et syndicale. C'est regrettable mais cette désaffection n'est pas plus grave que dans les autres centrales syndicales. Nous n'ignorons pas que certains instituteurs jouissent « d'une position sociale bien assurée » et qu'ils n'ont pas du tout envie de retomber à zéro. Ce phénomène psychologique est bien connu de tous les dictateurs qui soignent d'abord les flics et ensuite les instituteurs pour les museler et s'assurer ainsi la fidélité de gens qui, incontestablement, ont de l'influence sur les autres. Pourtant dans chaque département, dans chaque Ecole normale, quelques militants actifs savent agir et entraînent derrière eux la plupart des indécis. C'est en pensant à ceux-là que nous écrivons l'autre jour :

« Il semble que beaucoup d'instituteurs et de normaliens s'appâtent à réagir vigoureusement contre le projet de réforme administrative ». Nous comptons sur ces militants révolutionnaires pour battre le rappel et pour faire du S.N.I. autre chose qu'une société de secours mutuel.

Il est certain que la minorité d'instituteurs qui sont « des fonctionnaires rassasiés, à l'esprit étroit, borné, pensant et vivant bourgeoisement » comme le dit notre correspondant, ne voudront pas réagir contre une réforme administrative qui ne les concerne pas. Par contre, tous ceux qui ont conscience — et ils sont nombreux tout de même — de la gravité d'une telle réforme, c'est-à-dire tous ceux qui considèrent que le projet de Guy Petit est dirigé contre eux, voudront être à l'avant-garde du combat avec la ferme intention de vaincre. Michel MALLA.

Amis de la Bataille de l'enseignement, Ecrivez-nous, 145, quai de Valmy, Paris (10^e)

Plus nous serons nombreux, plus cette rubrique sera vivante !

(1) Sur cette question, voir « Lib », numéros 339-340.

La "Jeune Garde" est toujours vivante au cœur du prolétariat

Son auteur est depuis longtemps oublié

L'aurait passé 80 ans. Dans sa jeunesse il avait milité avec les anarchistes.

Si son nom, pour la plupart d'entre nous, n'évoque rien, c'est que depuis la première guerre mondiale il avait cessé de croire en la révolution. Il y gagna la Croix de guerre. Il était resté depuis lors un « socialiste » conventionnel ce qui lui valut, il y a quelques années, d'être décoré de la Légion d'honneur par son camarade Paul Ramadier.

Montéhus avait commencé jeune. A l'âge de 14 ans. Il devait composer un répertoire de plus de 3.000 chansons dont certaines ont pris place dans le folklore révolutionnaire.

Sait-on que c'est Montéhus qui écrivit le célèbre « Hymne du 17^e » en 1907 pour célébrer le refus des fantassins de ce régiment envoyé en répression contre les ouvriers viticoles, de tirer sur leurs frères de classe en grève.

En 1910, les socialo-anarchistes du journal « La Guerre Sociale » qui avaient formé l'organisation de la « Jeune Garde Révolutionnaire » recevaient de Montéhus, le chant qu'il avait composé à leur intention.

C'était « La Jeune Garde » (mille regrets pour les camarades stalinien qui continuent de penser que « La Jeune Garde » est un chant soviétique...).

On lui doit aussi la « Grève des mères » très prise à l'époque.

Les Anciens qui sont restés dans le combat organisé, comme les jeunes qui poursuivent le combat, ne pleureront pas aujourd'hui la mort de Montéhus.

Car pour nous, Montéhus, comme tant d'autres, est mort en 1914 lorsqu'il déserta les rangs des travailleurs en lutte pour rejoindre ceux de l'union sacrée.

Il avait déjà oublié « Gloire au 17^e ».

PREMIERE CONCLUSION DE L'AFFAIRE MARTY

L'17 septembre dernier, quand le secrétaire du parti communiste fit insérer dans l'Humanité un communiqué pour l'indemniser des sanctions prises envers Marty et Tillon, toute la presse bourgeoise s'empara du fait. Les deux victimes se taisaient, nos bourgeois crièrent à l'assassin pour elles.

Que se passait-il une nouvelle fois dans les hautes sphères du parti ? Une nouvelle lutte de tendance venait d'aboutir à la condamnation des vaincus. Il n'était pas question pour nous de s'apitoyer sur les victimes et encore moins de faire chorus avec la presse

bourgeoise sur l'inhumanité de la discipline du parti. Le parti communiste ne s'était pas créé la veille et les fracas des exclusions à grand spectacle, qu'a connus son passé, résonnaient encore assez dans nos oreilles pour ne pas s'effrayer de la malédiction qui frappait Marty et Tillon.

La suite de l'affaire devait être certainement plus intéressante et l'attendre nous permettrait de mieux la situer. Il ne faisait aucun doute, par le ton employé dans le communiqué du secrétaire, que la mise à l'index des deux leaders irait jusqu'à leur discrimination morale avec ou sans autocritique de leur part, afin de détruire, à l'avance, leur activité politique hors du parti s'ils envisageaient de la poursuivre.

Si la conclusion de l'affaire, pour Marty du moins, le silence étant comploté sur Tillon, permet de s'édifier sur la probité des membres de la direction du parti, une brève analyse des raisons de l'anathème reste auparavant importante.

Malgré les fluctuations superficielles de la propagande stalinienne, la ligne politique n'a pas changé depuis la « Libération ». Les slogans sur la productivité, de 1945, se sont mués en slogans pour une production de paix. En 1945 les stalinien voyaient dans un effort économique, effort fait évidemment sur le dos des travailleurs, une possibilité pour le capitalisme français de conserver son autonomie et, par voie de conséquence, l'impossibilité de la création d'un front homogène capitaliste contre l'U.R.S.S. Non pas forcément en prévision d'une guerre, mais pour éviter à l'U.R.S.S. ce fameux rideau de fer entre les échanges économiques car, il faut le reconnaître, le capitalisme a commencé le premier à isoler le glacial stalinien. Il est toujours facile ensuite d'en faire porter la responsabilité à l'U.R.S.S. L'agressivité de son impérialisme s'est accrétée en prévision de cet étouffement économique dans lequel on avait mis tous les espoirs.

La situation économique de la France devenue désastreuse par toutes les raisons qui incombent à l'état de son appareil de production et que le capitalisme français dont les courts vus font sa renommée, n'a pas voulu voir, le profit immédiat comptant seul, a permis au parti stalinien d'adapter facilement sa propagande à cette situation. Pour les raisons de cette propagande le malheur unique de l'impérialisme américain. Le but immédiat du parti étant de favoriser toujours les différences entre les pays capitalistes de l'Ouest, l'agitation d'une vaste opinion, rassemblée sous les auspices d'un « front national uni » peut, il faut le reconnaître, gêner une coopération étroite entre la France et les U.S.A., la condition ouvrière n'ayant rien à voir dans l'histoire. Mais ceci est une autre histoire qui n'intéresse pas les stalinien.

Mais depuis la « Libération » Marty et Tillon, dont les buts étaient les mêmes que ceux de leurs camarades, pensaient la tactique fautive et préconisaient l'accent sur l'action ouvrière, seule plus certaine pour eux.

L'unité du parti était en jeu, son action devait s'en ressentir. Un choix était à faire. Marty et Tillon se virent condamner.

On arrive ainsi au 17 septembre. L'affaire commence là et non à la session du Comité Central de Montreuil des 3 et 4 septembre comme veut le faire

entendre le Bureau politique. Marty, ces jours-là, est intervenu sur la situation viciée en France et aucun rapport n'a été fait officiellement contre les deux récalcitrants. Il faut plutôt, ce qui ne change pas grand-chose, penser que la question de confiance a été une dernière fois posée à Marty et Tillon après la réunion du Comité central et que, devant leur intransigeance, la décision a été prise de les « liquider ».

Depuis cette date une rubrique spéciale a été consacrée au « travail révolutionnaire » des deux militants dans l'Humanité. Chaque jour a apporté une preuve nouvelle de leur activité de renégat jusqu'au 1^{er} janvier où Etienne Fajon, dans un article absolument effarant, démontre « les liaisons policières de Marty ».

Si la lecture du document, pour nous, n'avait rien de probant, mais nous laisse, comme chaque fois, atterré devant l'ignominie des moyens employés pour se débarrasser d'un adversaire, la lecture du Figaro, dont un des rédacteurs avait été mis en cause par Fajon, a éclairé sous aspect républicain le bureau politique du P.O. et l'activité de certains journalistes accrédités auprès de la Préfecture de police.

(Suite page 4, col. 1.)

GALA de "Solidaridad Obrera"

Nos camarades espagnols nous prient de vous informer qu'ils organisent le 27 mars 1953 le grand gala de la « Soli » où, comme chaque année, se retrouvent fraternellement unis autour du vaillant journal espagnol, tous les camarades anarchistes. Nous y serons nombreux.

SYMPATHISANTS ET JEUNES

Sur l'initiative du Comité régional de la F.A., une commission d'accueil est formée qui a pour but de recevoir les sympathisants et les Jeunes désireux de militer au sein de notre organisation.

Cette Commission, ou l'un de ses membres, recevra chaque mercredi entre 18 h. 30 et 19 h. 30, au siège de la Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris.

LE "FIGARO" OFFRE DES PAQUERETTES POUR LES ASSASSINS D'INDOCHINE

Le « Figaro » a ouvert, le 30 décembre, une campagne de solidarité envers les blessés d'Indochine.

Les dons seront utilisés à offrir un cadeau de Nouvel An aux blessés et malades rapatriés. Joignant le ridicule à l'odieuse le « Figaro » se promet peut-être d'offrir des paquerettes aux tueurs à gages.

Tandis que pour une petite fortune des mercenaires vont massacrer des paysans, des prolétaires indochinois, le « Figaro » exploite les sentiments de solidarité économicquement faibles trompés par une propagande infâme.

Il enregistre comme un grand succès le geste d'une dame âgée en traitement dans un hôpital qui a prélevé une somme sur sa retraite des Vieux Travailleurs pour cette souscription.

Ces procédés sont ignobles.

Alors que des milliers de travailleurs sont réduits à la misère par le chômage partiel, alors que les crimes des engagés volontaires pour l'Indochine sont payés à prix d'or, le « Figaro » ose mendier pour les blessés de cette guerre colonialiste.

Et les chômeurs ?

Et les Vieux Travailleurs ?

Oradour

(Suite de la première page)

Les retourner vers ces chefs criminels ? Déserteur ?

Et s'exposer ainsi à se faire fusiller par un tribunal militaire pour refus d'obéissance, abandon de poste, insoumission, rébellion, désertion ?

Le choix est-il : fusiller les civils et se faire ensuite fusiller par le tribunal ennemi ou refuser de fusiller les civils et se faire fusiller par son tribunal national ?

Les juges militaires de Bordeaux vont peut-être nous apprendre comment sortir du dilemme en respectant la conscience humaine, républicaine et chrétienne, eux qui, il n'y a guère, condamneront à la prison (en temps de paix on fusille moins) les objecteurs de conscience.

Ils nous répondront peut-être que par définition des officiers français ne peuvent commander des atrocités. Non,

bien sûr... mais enfin on ne sait jamais — d'autant plus que de méchantes langues disent qu'en Indochine... — et puis les gradés peuvent être Alsaciens, ou bien Allemands, puisqu'on parle tant d'armée européenne pour défendre la civilisation menacée, la Patrie et tout et tout.

Puisque l'heure est grave nous voudrions connaître vite la solution officielle aux cas de conscience éventuels d'un soldat du monde libre.

Un député d'Alsace a déclaré que le drame d'Oradour était qu'il y eut des Alsaciens des deux côtés : côté victimes et côté meurtriers. Le drame n'est-il pas simplement qu'il y eut des hommes, des deux côtés ou plutôt des soldats d'un seul.

SAVIGNY.

(1) Voir le livre d'E. Kogon : L'Unité SS.

LE 28 FÉVRIER 1953

Une nuit comblée

★ d'Etoiles ★

Tel sera le spectacle qui vous sera offert

par le Comité Régional de la Fédération Anarchiste

★

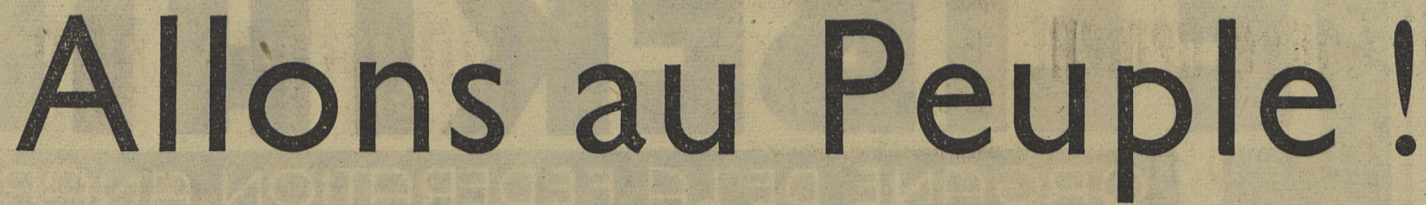
UN BAL DE NUIT

suivra cette soirée qui vous divertira, vous enchantera jusqu'à l'aube

ORCHESTRE AU-DESSUS DE TOUT ÉLOGE

★ Retenez bien cette date ★

le 28 Février 1953



F. Planche. — Louise Michel.

La Classe ouvrière est majeure

Elle n'a pas à remettre ses destinées entre les mains d'un Gouvernement QUEL QU'IL SOIT !

Le gouvernement Pinay s'est volatilisé sans avoir affronté l'Assemblée Nationale. Peur, manque de courage, tels sont les traits sous lesquels la presse dite ouvrière, caractérisée la démission du gouvernement.

C'est par un tel faux que l'on veut faire croire à la classe ouvrière que les remous populaires ont obligé Pinay à disparaître, mais tout à fait momentanément, on le verra sous peu.

Il est bon de jeter un coup d'œil sur l'horizon politique de cette Assemblée nationale qui, aux dires de tous les politiciens de la droite à l'extrême gauche, représente la nation, le peuple.

Il suffira simplement de se reporter aux résultats des élections de juin et de toutes les parties depuis cette date pour remarquer que chaque député installé confortablement dans son siège ne représente pas le quart des électeurs de sa circonscription respective.

Alors, c'est berner, c'est leurrer la classe ouvrière que d'essayer de lui faire croire qu'une nouvelle politique est possible dans l'état présent et qu'un nouveau gouvernement axé vers la « gauche » de l'Assemblée pourrait le cas échéant apporter à la classe ouvrière la satisfaction immédiate de ses revendications majeures.

La Fédération Anarchiste qui n'a pas à satisfaire une clientèle électorale, qui n'a pas à défendre les intérêts particuliers des castes bancaires, financières, industrielles et commerciales, mais qui n'entend être que le défenseur et la force de cohésion du mouvement ouvrier crie casse-cou à toutes les déviations criminelles des soi-disant représentants de la classe ouvrière en passant par la S.F.I.O., le P.C. et les Centrales Syndicales C.F.T.C., F.O. et C.G.T.

Vouloir concentrer la pensée ouvrière vers le but d'un « bon gouvernement », c'est trahir doublement la classe ouvrière.

D'abord, aucune majorité de représentants dits « ouvriers » n'est possible à l'Assemblée Nationale et même, si cette majorité pouvait exister, la classe ouvrière ne doit jamais oublier les résultats de l'expérience Blum en 1936, qui, par l'anesthésie du prolétariat, par les politiciens S.F.I.O. et communistes (n'oublions pas pour ces derniers, la phrase historique de Thorez — Il faut savoir terminer une grève — amena la perte de ses conquêtes de juin 1936 et la remontée en surface de la réaction sous la férule de Daladier et de P. Reynaud ; puis la guerre.

Ensuite, elle ne doit à aucun moment remettre son pouvoir révolutionnaire entre les mains de ceux qui ne sont là que pour la trahir plus encore.

C'est pourquoi chaque jour, vers la Fédération Anarchiste se dirige, se fixe, la classe ouvrière. Le temps est presque révolu où toutes les basses calomnies déversées contre ses militants seront à jamais dissipées.

C'est parce que les militants communistes libertaires de la F.A., représentaient le véritable mouvement révolutionnaire, que les politiciens de tout acabit ont cherché par tous les moyens à les salir, mais ils étaient inattaquables.

A aucun moment, ils n'ont voulu être dans les tractions louches des rouages gouvernementaux. A aucun moment, le scandale n'a pu effleurer leur honnêteté militante.

C'est parce qu'ils ont avec la classe ouvrière en son sein intime, de ses peines, de ses misères, de ses espérances. C'est parce qu'ils ont fait le serment de rester à tout jamais avec elle, qu'ils sont les vrais représentants de celle-ci.

Contre tous les gouvernements, mais avec la classe ouvrière, rien qu'avec elle, nous axerons davantage notre lutte qui doit conduire celle-ci vers sa libération totale, vers la Révolution Sociale.

LIB.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

SIMCA: Quelle issue pour les 2.000 chômeurs ?

LUNDI matin a eu lieu la rentrée de l'usine SIMCA, à Nanterre. Rentrée tragique, puisque près de 2.000 travailleurs de cette usine, qui avaient reçu une lettre de licenciement, se trouvent aujourd'hui en chômage et plongés dans une des difficultés les plus angoissantes : vivre et faire vivre une famille sans salaire.

Et que pouvaient ces 2.000 ouvriers contre l'arbitraire patronal ? L'« Humanité » avait bien lancé un appel, les invitant à aller manifester devant l'usine. C'est une méthode chère aux Staliniens, car l'histoire leur a prouvé qu'elle était inefficace.

Que faisait la protestation pacifique de 2.000 travailleurs à Pigouzi, directeur de la SIMCA, alors qu'il savait que 200 flics armés s'apprêtaient à les écraser ? Et même, en envisageant le mieux, en admettant que l'ensemble de l'usine se solidarise avec ses camarades chassés, c'est-à-dire que la grève générale soit décidée, Pegozzi se serait fait un plaisir de faire un lock-out et de réembaucher ensuite les nombreux chômeurs des usines.

Le chômage peut-il se résoudre par la grève partielle ? Non, bien évidemment, car le prolétariat dans cette situation, se trouve divisé entre chômeurs et travailleurs, ce qui favorise à l'extrême l'arbitraire patronal, le lock-out et les jaunes.

Et c'est là qu'apparaît le danger présenté par les idéologies fascistes ou stalinienne. Il suffit de présenter à un chômeur une phrase du genre : « Qu'il y ait du travail pour tous, des salaires qui leur permettent de se nourrir, de se loger, de s'habiller convenablement » (Humanité, 5-1-53) pour le conduire n'importe où, comme l'a très bien fait l'action hitlérienne-stalinienne dans l'Allemagne en chômage de 1933.

Effectivement, Hitler une fois au pouvoir a su résorber le chômage, écraser l'inflation, assainir les conditions de travail, loger, nourrir, habiller convenablement la classe ouvrière allemande.

On connaît le reste. Et déjà les fascistes du R.P.F. ont senti le vent. Ils demandent aux travailleurs de « réaliser sans aucun sectarisme la plus large union des travailleurs libres pour la revendication de leurs droits et pour le changement de régime social » (Le Rassemblement, 1 au 7-5-53).

Pour le sectarisme, faisons-leur confiance. Au pouvoir, ils sauraient résoudre le problème grâce aux camps de concentration.

Là où nous ne leur faisons plus confiance, c'est pour le changement de régime social.

Effectivement, pendant quelques années, ils peuvent résorber le chômage et permettre aux ouvriers de se « nourrir... convenablement »... jusqu'à la guerre ! et entre temps, quelques centaines de milliers de travailleurs seront morts de faim dans les camps où d'une balle dans la nuque, et entre temps régnera l'arbitraire policier le plus complet, donc la terreur !

Nous avons autre chose à proposer.

Nous aussi, nous demandons aux travailleurs de réaliser la plus large union pour le changement de régime social. Mais notre régime social, ce serait de permettre aux ouvriers, non seulement de se nourrir et de s'habiller convenablement, mais de leur permettre aussi ce qu'on appelle « le luxe », mais de détruire définitivement la guerre et tous les fléaux sociaux, mais d'assurer à chacun la plus grande liberté possible dans une société

organisée. Ceci, nous ne le ferons pas par l'association capitalisme-travail, ni par l'étatisation du capitalisme qui, tous deux, donnent à l'Etat son maximum d'arbitraire. Nous le ferons en supprimant le capitalisme et l'Etat, en faisant la révolution sociale. Là est la seule solution, donc la solution qui s'imposera.

P. P.

Luttes ouvrières dans le monde U.S.A.

Quatre grands ports paralysés par la grève

PLUS de 400 spécialistes des ports et docks de New-York, Philadelphie, Boston et Baltimore font grève, paralysant tout trafic. 9.000 dockers se joignent au mouvement et demandent 42 cents de l'heure d'augmentation.

Ryan, président du syndicat des dockers, a annoncé que tous les dockers sans exception respecteront les piquets de grève des spécialistes. Par solidarité, des milliers de dockers se mettent en grève et il est fort probable que tous les ports U.S.A. soient bloqués et qu'aucun trafic n'ait lieu.

Un climat de guerre sociale s'annonce aux U.S.A. avec la mise en place de Eisenhower, représentant de la pire réaction. Les ouvriers américains n'ont guère confiance en leur représentant (sic) désigné par Eisenhower au ministère du Travail.

Qui comprendra les raisons du mutisme de Force Ouvrière sur cette grève des dockers ?

Pour mieux apprécier, voir en cette page notre revue de presse.

ITALIE

Grève des chemins de fer le 13 janvier

DANS tous les coins du monde, les travailleurs luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

C'est le meilleur soufflet que prodigue la classe ouvrière internationale à tous ses détracteurs le plus souvent renégats. Ces derniers recherchant le plus souvent un asile dans le clan des exploiters et préfèrent, à la cotte bleue du métal, les tapis moelleux des salons bourgeois.

D'Italie nous arrive cette information que la C.G.T. italienne vient de lancer l'ordre de grève dans les chemins de fer pour 24 heures. Celle-ci doit atteindre 200.000 cheminots, ces derniers demandant une augmentation générale des salaires.

JAPON

Victoire des ouvriers contre l'exploiteur U.S.A.

UNE centaine de mille de travailleurs japonais viennent d'obtenir une augmentation de salaire de 20 % ainsi qu'un mois double de fin d'année.

Travaillant sur les chantiers des bases américaines au Japon, ils avaient menacé de se mettre en grève s'ils n'obtenaient pas immédiatement satisfaction.

Leur action et leur réussite fort commentées dans les usines pourraient amener une éclosion de mouvements revendicatifs.

La lutte de classe n'est pas ignorée parmi les travailleurs japonais : si elle ne revêt pas les mêmes aspects, si les moyens d'action ne sont pas identiques aux nôtres, elle n'en est pas moins âpre, moins tenace.

Est-ce en vue de mouvements sociaux effrayant le capitalisme japonais que la sûreté nationale japonaise, en accord avec les conseillers militaires américains, vient d'être dotée de 165 chars (90 moyens, les autres légers), de 30 avions légers, de 50 canons de 155 et de 150 canons de 105 ? La classe ouvrière japonaise est avertie.

A travers la presse antiouvrière

LA C.G.T.-F.O. est la sœur de l'A.F. of L. (Fédération Américaine du Travail), toutes deux adhérentes à la C.I.S.L. Si toutefois elle veut paraître libre et indépendante et s'élever contre les vérités que lui lance Le Libertaire, il serait sage qu'elle ne se dévoile trop ouvertement.

« Force Ouvrière » a beau noyer le poisson, mais elle n'a jamais justifié ce que venait faire le bailleur de fonds de l'A.F. of L. Irving Brown, à Paris, et de plus, commissaire politique au sein des Congrès de la C.G.T.-F.O.

Elle n'a non plus jamais élucidé l'affaire Mathot et le financement de la presse fédérale d'industrie et de certaines Unions départementales et pour cause.

Pour qui travaille dans les différentes branches de l'industrie (métallurgie, bâtiment, mines, transports, textiles, livre-papier, ports et docks, produits chimiques, etc.) connaît assez bien la force numérique de la C.G.T.-F.O., cela se chiffre dérisoirement, à part peut-être l'administration et ce sont surtout les hiérarques qui sont syndiqués.

Mais revenons à nos moutons et voici ce qu'on a pu lire dans Force Ouvrière du 1^{er} janvier 1953, n° 363, page 3, colonne 3 :

Collaboration loyale avec EISENHOWER
déclare l'A.F. of L.

L'« American Federation of Labour » a promis de coopérer loyale-

ment avec la nouvelle administration républicaine.

Georges Meany, nouveau président de l'A.F.L., dit notamment dans une déclaration de fin d'année :

« Nous avons l'intention de remplir notre tâche, non pas comme des opposants, mais bien comme de bons citoyens décidés à coopérer dans la mesure où on nous en donnera les moyens ».

Walter Reuther, président du C.I.O., a fait de son côté une déclara-

tion à peu près analogue, en précisant toutefois que son organisation y mettrait quelques conditions.

Le texte est intégral afin d'éviter la mauvaise foi des rédacteurs ou même des lecteurs dudit journal ou des syndiqués de cette Centrale. F.O. ne trouve donc aucun commentaire à cette déclaration du président de l'A.F.L. ni à celle du président du C.I.O.

Un vieux proverbe nous enseigne : « Qui ne dit mot, consent ».

F.O. acquiesce et ne s'élève pas con-

Chez Schneider à Saint-Etienne On tue du Nord-Africain

Un terrible accident vient de se produire chez Schneider, à Saint-Etienne, dans l'atelier de mécanique, provoqué par l'explosion d'une chaudière. 3 ouvriers nord-africains étaient employés à sa marche.

Au moment de l'explosion, provoquée par la rupture d'un joint, un ouvrier se trouvait au sommet de la chaudière et le jet de vapeur le projeta sur le ciment et il se fracassa le crâne. Il devait mourir pendant son transfert au pavillon d'urgence. Un autre, grièvement brûlé, devait décéder dans la soirée. Le dernier est dans un état grave.

Que penser de l'incurie patronale ? De ces crimes qui se commettent chaque jour ?

Deux ouvriers nord-africains sont morts, victimes du travail de forçat auquel ils étaient astreints pour faire vivre leurs familles en Algérie. Que deviendront les cinq petits enfants orphelins lorsque l'on sait avec quel mépris sont considérés ces travailleurs ?

Que les assassins ne se fassent représenter aux obsèques et viennent ainsi saluer leurs victimes comme le fait tout arrogant général après une bataille.

Nos poings se serrent... Nos visages se crispent... Saluons !

tre la collaboration avec les politiciens réactionnaires aussi bien ici qu'outre-Atlantique.

Elle peut toujours se défendre aujourd'hui d'avoir abandonné le C.I.E. R.P. (Comité Interconfédéral d'Etudes et de Recherches pour la Productivité). Elle ne s'en est retirée que bien attristée et vu les remous des syndiqués de la base.

Mais le mal était déjà fait, et la preuve est aujourd'hui flagrante dans la progression du nombre des chômeurs.

C'est en ce sens que nous n'avons nullement peur d'un démenti, que nous accusons les dirigeants de F.O. d'avoir collaboré avec le patronat et avec le gouvernement réactionnaire du sinistre Pinay au sein des organismes de la productivité.

Toute collaboration avec le patronat ou le gouvernement est une trahison envers la classe ouvrière.

F.O. ne dédaigne pas, non plus, avec sa consœur la C.G.T. de siéger au Conseil Economique avec les représentants du Haut Patronat, des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce et du Gouvernement.

Alors, Syndiqués F.O. de la base qu'en pensez-vous ?

A quoi bon s'escrimer dans les hautes sphères de la F.O. que celle-ci représente le syndicalisme libre.

Libre ! Oh, certes, LIBRE DE NE PAS ETRE LIBRE.

D. S.

Première conclusion de l'affaire MARTY

(Suite de la page 2)

Nous pourrions situer la polémique entre Le Libertaire et Le Figaro sur le plan d'une guerre entre deux organismes de police.

Nous citons :
De L'Humanité du 1^{er} janvier :
André Marty avait réussi à persuader son beau-frère Tauriny, cheminot toulousain, qu'il était la victime d'une conjuration politique. Marty a pu ainsi faire de Tauriny son instrument. Il lui écrit fréquemment. Il lui signe une proposition pour recevoir son courrier. Il le charge de faire imprimer la brochure qu'il a préparée contre le Parti.

Cependant les propos et le comportement de Marty ne laissent pas d'inquiéter Tauriny. Il est définitivement fixé le jour où il reçoit la visite du sieur Hamlet, qui vient offrir un logement pour Marty. Hamlet est ce journaliste du Figaro qui signe XXX ceux de ses articles dont la matière est fournie par Jean et André Marty.

Tauriny se rend compte qu'André Marty, qui a menti au Parti pendant des années, l'a trompé lui-même plus longtemps encore. C'est alors qu'il décide de dire la vérité au Parti.

Que résulte-t-il du dossier accablant remis au Parti par Tauriny ?
Il en résulte que Marty n'a pas seu-

lement des liaisons avec des éléments policiers, comme le notait la résolution du Comité Central, mais qu'il existe une collaboration de fait entre la police et lui.

Voilà d'abord la chose du côté de la police.

Le 21 décembre, le docteur Jean Marty, vieil ennemi du Parti, lié personnellement à la police en général et à Boglietti en particulier, écrit en ces termes à André Marty qui se trouve dans les Pyrénées-Orientales :

« J'ai bien reçu tes lettres successives des 11, 13 et 17 courant. Le nécessaire pour toutes les diffusions a été fait sur tous les points que tu signales ».

Dans cette même lettre, Jean Marty annonce à son frère « la présence à Toulouse (au Grand-Hôtel) pour deux ou trois jours, d'un ami qui a diffusé bien des choses de notre part, qui ont particulièrement porté, et qui pourront te faire rayonner, si tu en avais besoin pendant ton séjour là-bas, en même temps qu'il aurait pris note de tes désirs de diffusion. Il s'agit de M. Hamlet, journaliste... ».

Du Figaro du 2 janvier :

Cette affaire mérite cependant quelques explications.
D'abord, qui est le cheminot Tauriny ?

MARTY

Beau-frère d'André Marty, écrit M. Etienne Fajon.

Ajoutons qu'il est également le frère de Mathilde Péri et que cette dernière s'est vu intimé l'ordre de rompre toutes relations avec lui. Pour retrouver cette affection fraternelle et aussi pour rentrer en grâce auprès du parti, M. Tauriny a trahi l'amitié qu'il a montrée à plusieurs reprises à André Marty. C'est ici qu'on peut parler de mœurs policières.

J'ai eu effectivement deux conversations avec M. Tauriny, au cours d'un récent passage à Toulouse. C'est le propre des journalistes de ne fuir aucune rencontre de ce genre. D'autant plus qu'en l'occurrence il s'agissait d'un langage de relations humaines que d'obligations professionnelles, et M. Tauriny ne pouvait nier — sans mauvaise foi — que ces conversations je les ai engagées à titre personnel.

En revanche, ce que m'a dit M. Tauriny dénote d'un jour cru l'opinion de certains militants sur la direction actuelle du P.C. Il m'a dit : « Le parti est beau vu d'en bas. Il deviendra grand lorsque la clique de policiers qui le dirige sera éliminée... ».

Cet article de L'Humanité revient longuement sur le frère du député

exclut, le docteur Jean Marty. Ce dernier serait, écrit M. Fajon, un « vieil ennemi du parti ». Mon Dieu ! qu'alors doivent trembler certains pontifes actuels qui montraient, il n'y a pas si longtemps, de l'amitié au docteur Jean Marty ! Qu'en pensent MM. Bonie, Cristofol, François Billoux, voire l'ambassadeur des Soviets à Paris, M. Bogomolov ?

C'est ainsi que, selon M. Fajon, les lettres d'André Marty à son frère Jean feraient « l'éloge des espions récemment démasqués et condamnés à Prague, notamment d'André Simone et d'Arthur London ».

Nous ne connaissons pas le contenu de ces lettres. Mais nous voyons où le bêtise certains dirigeants du parti communiste. Etait-ce André Marty ou Jacques Ducloux qui était en rapports avec Arthur London, alors que celui-ci se livrait, de Suisse, dans les années 1947 et 1948, à certaines opérations financières dans le cadre du Kominform ?

Et, puisque l'obsession policière tient M. Etienne Fajon, peut-il nous dire où est passé le rapport de M. Jacques Ducloux relatif à la scission du parti du Travail Suisse ?

La lecture de ces deux articles est suffisamment édifiante pour se poser la question : « Qui sont les dirigeants du P.C. et quelle activité mène Le Figaro ? » Nous pourrions reprendre les paroles du beau-frère de Marty : « Le parti est beau vu d'en bas ». Vraiment la collusion entre la bourgeoisie, le Parti communiste et les flics consolide parfaitement les bases du « Front National Uni ».

Il reste après cette histoire, pour les révolutionnaires authentiques, à travailler auprès de la fraction de la classe ouvrière restée fidèle au Parti communiste, pour lui montrer que le chemin vers le socialisme ne se fera pas en compagnie des amis des flics et de la pourriture bourgeoise.

René LUSTRE.

Pour le soutien du LIB, souscrivez !

| | | | |
|----------------------|--------------------------|---------------------|----------------------|
| Planchon ... 200 | Gaby ... 200 | Dalbeau ... 200 | Constantin ... 800 |
| Blanche ... 200 | Volturni ... 500 | Vincent ... 100 | Jo, Henri, Si- |
| Maramé ... 200 | Fontaine ... 100 | B. ... 250 | moné, André, |
| Lafargue ... 800 | Hillaret ... 1.000 | Alexandre ... 5.250 | Grenadet ... 400 |
| Fouquet ... 200 | Mou-bague ... 200 | Un Cde ... 200 | Echenne ... 1.250 |
| Paul ... 200 | Le Guennec ... 100 | René Ponto ... 300 | Profit Jos ... 100 |
| Dugratus ... 500 | Alderotti ... 1.000 | Un Espagnol ... 500 | Trois jeunes ... 300 |
| Mazrat ... 100 | Rémy ... 400 | R. Burgem ... 400 | Henry ... 500 |
| Neplaz ... 200 | Anonyme ... 1.000 | Renault ... 1.000 | Henoz Clot ... 500 |
| Perrier ... 80 | Delahaye ... 130 | Stock ... 200 | Da ... 1.000 |
| Daubert ... 500 | Troffol ... 250 | Un passant ... 200 | L. Fosati ... 500 |
| Sarvan ... 500 | Palix ... 400 | Huret ... 250 | Ruault ... 1.200 |
| Duval ... 1.500 | Paraguta ... 100 | Roland ... 100 | L. R. ... 3.300 |
| Bidi ... 1.000 | Bernard ... 1.000 | Binard ... 100 | Lemedmer ... 200 |
| Moine ... 1.000 | F.L.J.L. Paris ... 1.500 | Rolland ... 100 | moné, André, |
| Grenadet ... 3.000 | Carabo ... 200 | Comery ... 500 | Bonneuil ... 500 |
| Jaimouche ... 200 | Pierre ... 300 | Noël ... 100 | Roger ... 200 |
| Legend ... 500 | Nicole ... 100 | Gpe Est ... 4.655 | Cécile ... 200 |
| Nefaud ... 2.500 | Jacq. Roman ... 1.000 | Pierre ... 500 | Moine ... 300 |
| Hanon ... 500 | Albert ... 380 | Edoussamin ... 100 | Gullien ... 100 |
| Millets ... 100 | Labery ... 100 | Brivot ... 150 | Tavenot ... 250 |
| narbounais ... 6.000 | Bricot ... 200 | Vepaille ... 350 | Guy ... 1.000 |

ABONNEZ-VOUS ! ABONNEZ-VOUS !

NOM (1) PRENOM
demeurant Rue N°
Département
désire souscrire un abonnement au journal « Le Libertaire » pour une durée de
(2) 6 MOIS : 500 fr. — 1 AN : 1.000 fr.

que je vous adresse par mandat (3) à votre compte cheque postal René LUSTRE, 145, quai de Valmy, Paris - C.C.P. 8032-34.

(1) Ecrivez lisiblement votre nom et de préférence en capitales : DURAND
(2) Rayer la mention inutile.
(3) Utiliser par économie les mandats de versement à un C.C.P.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145 Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Fr.
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse, mander
30 francs et la dernière bande.

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant Paris-9
P. ROCHON, Imprimeur